

/ ACCIDENT DU TRAVAIL

septembre 2013

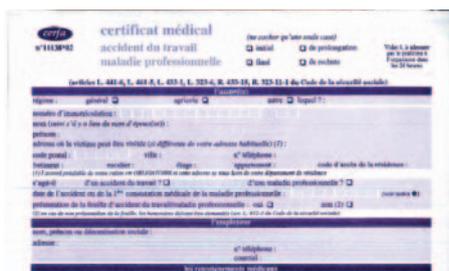


LES DÉMARCHES

Dans les 24 heures, informez ou faites **informer votre employeur** de l'accident. Précisez-lui les lieux et circonstances, l'identité des témoins éventuels et du tiers responsable éventuel. Votre employeur a ensuite 48 heures pour déclarer l'accident à l'Assurance Maladie.

Votre employeur doit vous fournir **UNE FEUILLE D'ACCIDENT DU TRAVAIL** à conserver précieusement.

La **feuille d'accident du travail** permet la prise en charge de vos frais. Présentez-la au médecin, au pharmacien ou à l'hôpital, afin que chacun y indique les soins reçus. Utilisez ce formulaire pendant toute la durée de votre traitement, puis retournez-le à la CPAM de votre lieu de travail. S'il est entièrement rempli avant la fin de votre traitement, renvoyez-le également à la CPAM de votre lieu de travail qui vous en adressera un nouvel exemplaire. **N'envoyez jamais ce formulaire à la Camieg, il ne sera jamais traité.**



Faites établir dans les plus brefs délais **UN CERTIFICAT MÉDICAL D'ACCIDENT DU TRAVAIL (3 feuillets)** par votre médecin traitant. Il doit y indiquer avec précision votre état (localisation et nature des lésions avec les symptômes éventuels) et les conséquences éventuelles de l'accident (séquelles fonctionnelles). **Le praticien, ou vous-même, doit adresser les volets 1 et 2 à la CPAM de votre lieu de travail et vous devez conserver le volet 3. N'envoyez jamais ces formulaires à la Camieg, il ne seront jamais traités.**

En cas d'arrêt de travail, le médecin vous délivre **UN CERTIFICAT D'ARRÊT DE TRAVAIL**, à remettre à votre employeur.

Dans tous les cas (avec arrêt de travail ou sans arrêt de travail), n'oubliez pas de prendre contact avec le Médecin Conseil.



VOTRE PRISE EN CHARGE

Votre CPAM a reconnu le caractère professionnel de votre accident ? **Vous bénéficiez d'une prise en charge à 100 %** des soins médicaux et chirurgicaux, frais d'analyse et/ou de pharmacie liés à votre accident, **dans la limite des tarifs de l'Assurance Maladie.**

Sont couverts à 100 % :

- **les soins de ville** (consultations médicales, radiographies, examens de laboratoire...),
- **l'hospitalisation** (vous ne paierez pas le forfait journalier),
- **les transports sanitaires**, s'ils sont médicalement justifiés. En cas de trajets importants ou fréquents, une entente préalable avec votre CPAM est nécessaire.

Sont couverts à 150 % :

- **les prothèses dentaires**,
- **certains produits d'appareillage** comme les fauteuils roulants, le petit appareillage orthopédique, les générateurs d'aérosol, des appareils électroniques correcteurs de surdité... Il faut toutefois qu'ils soient m  dicaleme  nt justifiés, liés à la nécessité de votre traitement et inscrits sur la « liste des produits et prestations » définie par le Code de la Sécurité Sociale. Dans ce cas, la fourniture, les réparations et le renouvellement sont inclus dans la prise en charge.

Les dépassements d'honoraires (et les éventuels autres suppléments) ne sont jamais pris en charge par l'Assurance Maladie. Ils ne sont pas non plus pris en charge par la Camieg et la Mutieg. Ils restent à votre charge, sauf si l'accident est occasionné par un tiers responsable (c'est son assurance qui prend en charge).

FO énergie et Mines constate une multiplication des dépassements d'honoraires. Le plan de financement de la Sécurité Sociale n'ayant apporté aucune amélioration dans leur prise en charge.

Par ailleurs, trop souvent, les agents n'ont pas le choix entre prendre un médecin ou spécialiste ne pratiquant pas ou pratiquant des dépassements d'honoraires.

Un agent qui a un accident du travail, est emmené par les pompiers et subit une opération, est-il en capacité de s'interroger et de refuser d'être soigné par un chirurgien qui va lui facturer des dépassements d'honoraires ?

Actuellement, dans le cadre d'une hospitalisation, les remboursements des honoraires par la Camieg à 300 % du tarif de base de la Sécurité Sociale, plus 100 % du tarif de base de la Sécurité Sociale par la Mutieg, permettent une prise en charge partielle des dépassements d'honoraires. En accident du travail, 0 %...

Pour FO énergie et Mines, cette situation est inacceptable. Elle pénalise financie  rement les agents qui sont en accident du travail.

FO énergie et Mines a demandé aux employeurs et aux pouvoirs publics l'ouverture immédiate d'une négociation.

En accident du travail, les dépassements d'honoraires doivent être pris en charge à 100 %.